

La mobilisation se poursuit pour les victimes des centres dentaires low cost [DENTEXIA](#) (site à Chalon-sur-Saône et Lyon). Ils ont mené une première sortie publique et ont vivement pointé du doigt les pouvoirs publics. Il s'agissait de la première fois que les victimes se sont faites entendre depuis le début de l'affaire en 2012. Elles se sont faites connaître via le Collectif contre Dentexia constitué en janvier dernier. Les victimes sont édentées, atrophiées voire défigurées selon certains. Certaines sont endettées pour des soins mal faits ou inachevés. 2.200 victimes se sont déclarées depuis le début de l'affaire dont les 3/4 à Lyon et Châlon. Selon le Collectif les pouvoirs publics n'ont pas pris l'ampleur du drame. Les contrôles sont dans le collimateur et notamment l'ARS.